

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 11 septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALORSOL ENVIRONNEMENT

Quartier Mondy

26300 Bourg-De-Péage

Références : 20250902-RAP-DAEN0975
Code AIOT : 0100003291

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 dans l'établissement VALORSOL ENVIRONNEMENT implanté Route de la Combe Lieu-dit « BRULEFER » 26210 Lapeyrouse-Mornay. L'inspection a été annoncée le 22/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALORSOL ENVIRONNEMENT
- Route de la Combe Lieu-dit « BRULEFER » 26210 Lapeyrouse-Mornay
- Code AIOT : 0100003291
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le centre de traitement et de valorisation de déchets de bois non dangereux exploité par la société VALORSOL Environnement est autorisée par l'arrêté du 27 mai 2024.
Ce centre est en cours de construction et sera opérationnel début 2026, le but de la visite était de

faire un point sur l'avancement des travaux et des mesures faune-flore liées à ce chantier.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modification du champ de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 1.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	Prescriptions Faune / Flore	Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 2.1.2-MR2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
7	Prescriptions Faune / Flore	Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 2.1.2-MR7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
10	Prescriptions Faune / Flore	Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 2.1.2-MA3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prescriptions Faune / Flore	Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 2.1.2-ME1	Sans objet
3	Prescriptions Faune / Flore	Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 2.1.2-MR1	Sans objet
5	Prescriptions Faune / Flore	Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 2.1.2-MR3	Sans objet
6	Prescriptions Faune / Flore	Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 2.1.2-MR5	Sans objet
8	Prescriptions Faune / Flore	Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 2.1.2-MA1	Sans objet
9	Prescriptions Faune / Flore	Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 2.1.2-MA2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les remarques portent principalement sur le fait qu'il y a des évolutions de certains aménagements du site par rapport aux plans prévus initialement. L'exploitant devra réaliser un porter à connaissance afin de mettre à jour son arrêté d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification du champ de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Information de modifications du projet
Prescription contrôlée :

Toute modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet par l'exploitant [...]
Constats : Par rapport au projet initial, la localisation de certains aménagements va différer : localisation ou forme des bassins de confinement et de gestion des eaux pluviales, une piste d'accès ne sera pas réalisée, la localisation de certaines mesures de réduction seront différentes (hibernaculums et mares), etc.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit informer l'inspection des modifications du site vis-à-vis des aménagements prévus initialement par un porter à connaissance qui comprendra notamment une mise à jour des annexes 1 et 2 de l'arrêté du 27 mai 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Prescriptions Faune / Flore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 2.1.2-ME1
Thème(s) : Autre, Balisage et mise en défens (mesures ME1 et MR2)
Prescription contrôlée : Les arbres-gîtes potentiels à l'accueil des chauves-souris, les stations d'Origan, plante hôte de l'Azuré du Serpolet, et les ornières limitrophes au projet, habitats de reproduction du Crapaud calamite, identifiés à l'annexe 2 ci-jointe (sous la labellisation ME1 et MR2), sont mis en défens de manière permanente en amont des travaux par un écologue en charge du suivi du chantier à l'aide de rubalise ou par l'installation de clôture.
Constats : Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection, le 29 août 2025, le bilan de conformité vis-à-vis des mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de suivi du site en date du 6 juin 2024. En ce qui concerne la mesure ME1 ce bilan précise que : <i>« La localisation des arbres a été réalisée le 20.02.2024. Information faite au responsable du projet, conducteur de travaux et chef de chantier. Les arbres étant hors projets et difficiles d'accès il n'y a pas eu de balisage spécifique. De plus l'ensemble des engins de terrassement sont munis de GPS avec le projet intégré. Les équipes ne peuvent pas dépasser les limites du projet, les engins se bloquent automatiquement que ce soit pour le déplacement ou le bras des pelles. Un merlon de terre a été conservé afin que les engins ne pénètrent pas dans les boisements. Le balisage des zones d'Origan et les ornières a été effectué ».</i>

Lors de la visite l'exploitant a montré à l'inspection les arbres mis en défens ainsi que la protection de la zone destinée au trèfle fausse-bardane.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prescriptions Faune / Flore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 2.1.2-MR1

Thème(s) : Autre, Stations et habitats favorables à l'Azuré du Serpolet

Prescription contrôlée :

Les stations et habitats favorables à l'Azuré du Serpolet (origan), identifiées sur la cartographie en annexe 2 ci-jointe, sont préservées en phase chantier.

Sur toute la durée d'exploitation du projet (a minima 30 ans), des opérations d'ouverture et de maintien d'un couvert ras et clairsemé de type friches et pelouses thermophiles sont réalisées sur les secteurs identifiés sur la cartographie jointe en annexe 2, d'une surface d'environ 5 350 m².

Constats :

Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection le 29 août 2025 le bilan de conformité vis-à-vis des mesures d'évitement, de réduction d'accompagnement et de suivi du site en date du 6 juin 2024.

En ce qui concerne la mesure MR1 ce bilan précise que :

« Le décapage des terres contenant de l'Origan a été réalisé à 60 % le 15.02.2024. Décapage terminé le 04.03.2024.

Le régalage des terres sur 5 cm d'épaisseur a été réalisé sur la zone biodiversité (Est du site). L'entretien des zones contenant déjà de l'Origan et des terres régalées sera réalisé après le 1 avril avec export des produits de coupe. Ces derniers pourront être déposés dans les zones où la densité d'Origan est faible. Ces zones seront délimitées par des panneaux explicatifs. Ces zones représentent 5 350 m² et seront entretenues durant toute la durée d'exploitation du projet (minimum 30 ans) ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prescriptions Faune / Flore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 2.1.2-MR2

Thème(s) : Autre, Création d'hibernaculums

Prescription contrôlée :

Avant le démarrage des travaux, 5 hibernaculums sont créés sur le pourtour du projet, comme localisé en annexe 2 ci-jointe (sous la labellisation MR4).

Constats :

Cinq hibernaculums ont été réalisés sur site mais leur localisation diffère du plan prévu dans l'arrêté d'autorisation du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant, une fois les travaux d'aménagement du site terminés (début 2026), devra transmettre à l'inspection une mise à jour de la localisation des hibernaculums.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Prescriptions Faune / Flore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 2.1.2-MR3
Thème(s) : Autre, Adaptation des périodes de travaux
Prescription contrôlée : Les travaux impactant les boisements sont réalisés entre le 1er septembre et le 31 octobre. Les autres travaux sont réalisés entre le 1er septembre et le 28 février.
Constats : L'exploitant a indiqué dans son bilan de conformité que les travaux impactant le boisement ont été réalisés les 14 et 15 février 2024 avant le début de la reproduction de l'avifaune. Il n'y a pas de nouveaux travaux de déboisement prévus pour ce site (seulement lutte contre les espèces invasives).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prescriptions Faune / Flore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 2.1.2-MR5
Thème(s) : Autre, Gestion des espèces végétales exotiques envahissantes
Prescription contrôlée : – un arrachage, une fauche ou un dessouchage des éventuelles reprises de foyers de Renouée du Japon, de Buddleia et de Robinier faux-acacia est mis en place tout au long des travaux ainsi qu'en phase d'exploitation. Ambroisie : Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°26-2019-07-05-003 du 5 juillet 2019 relatif aux modalités de lutte contre les espèces d'ambroisie dans le département de la Drôme, ou tout document appelé à s'y substituer, doivent être respectées.
Constats : Dans son bilan de conformité l'exploitant précise que : « Les Robiniers, Peupliers noirs et Buddelia de David ont été arrachés (gros sujets) ou broyés (petits sujets) les 09.11.2024 et le 13.02.2024. Les reprises ont été traitées par arrachage le 26.08.2025 et 27.08.2025. Les foyers de Renouée ont été extraits sur une profondeur de 2 mètres en prenant la terre 2 mètres

après les dernières tiges. La Renouée du Japon a été enterrée dans un trou de 6 mètres avec 3 mètres de terre polluée par la Renouée en fond, 3 mètres de matériaux sains plus 1 mètre de matériaux sains.

Un passage pour l'arrachage manuel des reprises de Renouée enracinées en surface (20 cm de profondeur max) a été réalisé le 24.09.2024. Puis 2 passages par désherbage électrique ont été réalisés durant le printemps et l'été 2025.

Enfin un arrachage mécanique à la pelle et manuel des repousses a été réalisé le 26 et 27 août 2025. Si des reprises sont constatées, 3 passages annuels seront réalisés avec notre tracteur équipé d'un bras d'épareuse avec un désherbeur électrique ZASSO.

Ambroisie : La gestion de l'Ambroisie consiste en l'arrachage des jeunes plants lorsque leur nombre le permet et un débroussaillage avant floraison (fin juillet jusqu'à septembre selon les conditions météo) plus un passage complémentaire en fin d'été pour traiter les repousses. D'autres actions (hors arrachage mais inadapté ici car trop de pieds) sont inutiles en connaissance du cycle de vie de la plante. Le débroussaillage a été réalisé le 17.07.2024 avec une repasse le 03.09.2024, 23.09.2024 et le 26.08.2025 et 27.08.2025 ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prescriptions Faune / Flore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 2.1.2-MR7

Thème(s) : Autre, Gestion d'habitats favorables aux oiseaux des milieux semi-ouvert

Prescription contrôlée :

Des plantations ou des transplantations d'arbustes sont réalisées sur une surface de 10 386 m² au sein de l'emprise du projet et de la carrière située à l'ouest du site [...]

Constats :

Ces plantations ou transplantations (hormis pour le trèfle fausse-bardane qui a été déplacé et mis en défens) n'ont pas encore été réalisés par l'exploitant. Elles seront réalisées une fois que les différents travaux d'aménagement du site seront terminés (terrassement, pose des réseaux, gros œuvre, etc.).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un échéancier de réalisation de ces différents aménagements du site et leur localisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Prescriptions Faune / Flore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 2.1.2-MA1

Thème(s) : Autre, Assistance à maîtrise d'ouvrage par un écologue durant la phase chantier

Prescription contrôlée :

Préalablement au lancement du chantier, un coordinateur de chantier spécialisé en écologie, écologue de formation et de métier, est missionné par le maître d'ouvrage.

Le coordinateur assure un suivi régulier du chantier, comprenant a minima cinq visites de site (possiblement plus selon les besoins de la maîtrise d'ouvrage ou de la maîtrise d'œuvre ou les problèmes et anomalies constatées). Chaque visite fait l'objet d'un compte-rendu synthétique et illustré présentant l'objet de la visite et les constats réalisés.

Le rôle du coordinateur consiste notamment à :

- participer à l'élaboration des moyens et supports permettant de faire de la communication et de la sensibilisation pour les intervenants chantiers ;
- animer une réunion de lancement et de sensibilisation sur site. L'objectif est de localiser in situ et d'expliquer au chef de chantier et aux différentes entreprises les enjeux écologiques du site que l'opérateur s'est engagé à respecter ;
- veiller au maintien en bon état et au respect des dispositifs de mis en défens durant toute la phase de chantier ;
- coordonner la mise en défens des espèces et milieux naturels sensibles ;
- accompagner les travaux de déboisement, de défrichement et de terrassement des emprises (présence importante au lancement des opérations) ;
- coordonner la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, et d'accompagnement ;
- contrôler l'état du site, notamment vis-à-vis des enjeux écologiques ;
- veiller à la propreté des engins à l'entrée du chantier afin d'éviter la propagation d'espèces végétales invasives, et au bon état mécanique des engins de chantier (absence de fuites d'huile, etc.) ;
- répondre aux interrogations des entreprises en charge des travaux, les conseiller et leur offrir un appui technique indispensable à une bonne prise en compte des enjeux écologiques.

Le coordinateur participe à la réunion de remise de chantier afin de faire un bilan sur la prise en compte et le respect des enjeux. Un constat est établi à destination de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (pôle préservation des milieux et des espèces) à cette occasion, avec la réalisation d'un bilan sur la qualité et la suffisance des mesures.

Constats :

Dans son bilan de conformité l'exploitant précise que :

« L'assistance à maîtrise d'ouvrage sera réalisée par le chargé de mission biodiversité du Groupe CHEVAL. Le chargé de mission biodiversité du Groupe CHEVAL se rend régulièrement sur site et réalise des points fréquents avec le responsable du projet, le conducteur et travaux de Molina en charge du projet ainsi que le chef de chantier et l'équipes réalisant les travaux de terrassement.

Les dates des différents passages du chargé de mission biodiversité du Groupe CHEVAL ont été les : 09.11.2023, 13, 14, 15 et 20.02.2024 04 et 28.03.2024, 04.04.2024, 13.05.2024, 05.06.2024, 15.07.2024, 01.08.2024, 24.09.2024, 14.02.2025, 13.03.2025, 09.04.2025, 27.05.2025, 22.07.2025 et 25.08.2025 ».

Suite à la visite du site, l'inspection a transmis au Pôle préservation des milieux et des espèces de la DREAL le 29 août 2025 :

- le compte rendu des actions de défavorabilisation des habitats sur le site de Valorsol Environnement du 9 novembre 2023 ;
- le planning des différents travaux ;
- le bilan de conformité DREAL du site Valorsol du 6 juin 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prescriptions Faune / Flore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 2.1.2-MA2
Thème(s) : Autre, Déplacement des populations de trèfle fausse-bardane
Prescription contrôlée : Les populations de Trèfle fausse-bardane sont balisées en amont du démarrage du chantier, avant d'être déplacées. Ces opérations sont réalisées par l'écologue en charge du suivi du chantier.
Constats : Les opérations de déplacement des populations de trèfle fausses-bardane ont été réalisés le 15 février 2024. Le secteur a été mis en défend par un cordon de terre. Lors de la visite l'exploitant a montré à l'inspection la localisation de ce secteur et le merlon de protection est présent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prescriptions Faune / Flore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 2.1.2-MA3
Thème(s) : Autre, Création d'habitats favorables au Crapaud calamite
Prescription contrôlée : Des mares sont créées sur une surface d'environ 2 500 m ² sur les secteurs suivants, localisés en annexe 2 ci-jointe (sous la labellisation MR3) [...]
Constats : Le bassin de gestion des eaux pluviales du site a été réalisé par contre les mares ne seront créés qu'une fois les travaux d'aménagement du site finalisés. De plus la localisation de ces mares sera adaptée en lien avec la configuration finale du site mais les différentes surfaces devront être respectées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un échéancier de réalisation de ces différents aménagements du site et leur localisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois